



# **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES N° 2025-27**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

### **Acheteur**

---

**Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse**

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

### **Représentant de l'acheteur**

---

Monsieur le Directeur Général

### **Objet de l'accord-cadre**

---

**Evaluation environnementale SDAGE - PDM - PGRI - PLAGEPOMI 2028-2033  
pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse**

# Sommaire

<b>1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande.....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	5
1.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	5
1.6 Traitement des données .....	5
1.7 Modification de l'accord-cadre .....	7
1.8 Prestations supplémentaires ou modificatives .....	7
<b>2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>8</b>
<b>3. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>8</b>
<b>4. Prix – Variation des prix .....</b>	<b>8</b>
4.1 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre .....	8
4.2 Contenu des prix .....	8
4.3 Variation des prix.....	9
<b>5. Avance .....</b>	<b>9</b>
5.1 Modalités de règlement de l'avance.....	10
5.2 Modalités de résorption de l'avance.....	10
<b>6. Retenue de garantie .....</b>	<b>10</b>
<b>7. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>10</b>
7.1 Modalités de règlement du prix.....	10
7.2 Règlements en cas de groupements économiques .....	12
7.3 Délais de paiement.....	13
7.4 Intérêts moratoires.....	13
<b>8. Développement durable – Dimension environnementale .....</b>	<b>13</b>
8.1 Conditions d'exécution environnementales.....	13
<b>9. Pénalités .....</b>	<b>13</b>
9.1 Pénalités pour retard .....	13
9.2 Pénalité en cas de non-respect des conditions d'exécution de la démarche environnementale.....	14
9.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	14
<b>10. Dossiers à fournir par le titulaire.....</b>	<b>14</b>
<b>11. Arrêt de l'exécution de la prestation.....</b>	<b>14</b>
<b>12. Admission – Achèvement de la mission.....</b>	<b>14</b>

12.1	Admission des documents.....	15
12.2	Achèvement de la mission.....	15
<b>13.</b>	<b>Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....</b>	<b>15</b>
<b>14.</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>15</b>
<b>15.</b>	<b>Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats .....</b>	<b>15</b>
15.1	Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	15
15.2	Régime des résultats.....	15
<b>16.</b>	<b>Résiliation de l'accord-cadre .....</b>	<b>16</b>
16.1	Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.....	16
16.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	16
<b>17.</b>	<b>Différends .....</b>	<b>16</b>
<b>18.</b>	<b>Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....</b>	<b>16</b>
<b>19.</b>	<b>Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>17</b>

# 1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

## 1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre régi par le présent CCAP est un marché ordinaire pour la prestation à prix forfaitaire (phases 1 et 2) et un accord-cadre pour les prestations à prix unitaires sans minimum et avec un maximum fixé en valeur.

L'accord-cadre régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un accord-cadre de prestations intellectuelles relatif à la réalisation des prestations suivantes : Evaluation environnementale des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) - programmes de mesures (PDM), des plans de gestion du risque d'inondation (PGRI) et des plans de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) 2028-2033 pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

## 1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

## 1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
  - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
  - Les conditions particulières d'exécution
  - Les conditions particulières de livraison et d'admission
  - Les délais de livraison
  - Le lieu de livraison
  - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG PI.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : Les bons de commande sont adressés par messagerie électronique au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire accusera le bon de commande par retour de mail dans un délai de 2 jours ouvrés.

Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre, prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

## 1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG PI, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG PI, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

## 1.5 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

## 1.6 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Dans le cadre du marché, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

L'agence de l'eau RMC est responsable de traitement, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016 (Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD »).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1 e) du RGPD).

Le titulaire (ou sous-traitant au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement de l'agence de l'eau (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, l'agence de l'eau met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

Le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») s'engage :

- à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché ;
- à informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer. Le titulaire doit mentionner dans son offre les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données. ».

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données.

Pour les exercer, il pourra contacter le délégué à la protection des données de l'Agence de l'Eau :

- Par mail : [contact.rgpd@eaurmc.fr](mailto:contact.rgpd@eaurmc.fr)

- Par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) :

Délégation à la protection des données, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon cedex 07.

Il pourra également introduire une réclamation auprès de la CNIL (art. 13 du RGPD - place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex / <http://www.cnil.fr>).

Le traitement des données porte sur :

- objet des prestations-fournitures : réaliser l'évaluation environnementale des SDAGE-PDM, des PGRI et des PLAGEPOMI 2028-2033 pour les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse et la rédaction des rapports d'évaluation environnementale et des déclarations environnementales respectives, prévue à l'article L122-10 du code de l'environnement pour chacun des plans de gestion

- La nature des opérations réalisées sur les données sont : Automatisées et non automatisées. Constitution par le titulaire dans le cadre de la prestation, de fichiers de contacts avec les coordonnées des partenaires.

- La ou les finalités du traitement de ces données : Les adresses mails et numéros de téléphone transmis par l'agence de l'eau seront utilisés par le titulaire pour échanger avec les partenaires techniques de la prestation.

- Le type de données à caractère personnel traitées : civilité, nom, prénom, adresse postale, téléphone, e-mail, fonction, données publiques non concernées par le secret statistique.

- Les catégories de personnes concernées : personnel de l'agence, élus, acteurs locaux, agents de l'Etat, d'établissements publics ou de collectivités, etc.

- Les catégories de destinataires des données sont : personnel du prestataire et ses éventuels sous-traitants ou co-traitants.

- La durée du traitement et du stockage des données personnelles : 6 ans.

- Transfert des données hors UE :

☐ Oui            Nom(s) du (des) pays destinataire(s) :  
☒ Non

Sort des données :

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du marché, le Sous-traitant (= Titulaire du marché) s'engage :

☒ option 1 : à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant justifie par écrit de la destruction.

☐ option 2 : à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement. Le renvoi s'accompagne de la justification par écrit de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'informations du Sous-traitant

L'agence de l'Eau conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues ;

- 10 ans (à compter de la date de solde du marché) pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestations d'études et achats de fournitures courantes ;

- 140 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur ;
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux.

Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation du marché, selon les dispositions du CCAG applicable.

## 1.7 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

### **Clause de réexamen**

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- en cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

### **Marchés complémentaires :**

L'acheteur peut passer sans publicité ni mise en concurrence préalables des marchés de services complémentaires qui consistent en des prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le marché initial, à condition que l'attribution soit faite à l'opérateur économique qui a exécuté ces prestations lorsque :

1° Soit ces services complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché initial sans inconvénient majeur pour l'acheteur ;

2° Soit ces services, quoiqu'ils soient séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son parfait achèvement.

Le montant cumulé de ces marchés complémentaires de services ou de travaux ne peut dépasser 50 % du montant du marché initial.

## 1.8 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG PI, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations

supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG PI.

## 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## 3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## 4. Prix – Variation des prix

### 4.1 Mode d'établissement des prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation des prix* ci-dessous.

### 4.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.



Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### 4.3 Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes actualisables.

Par dérogation au CCAG, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de : **Août 2025**.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

L'actualisation sera effectuée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de commencement des prestations.

Elle se fera par l'application d'un coefficient (A) donné par la formule de variation suivante :

$$\text{Formule n°1 : } A = 0,125 + 0,875 * \text{SYNTEC REV}$$

- Les valeurs prises par l'index « *SYNTEC Rév - Syntec (sociétés assujetties à la tva)* » seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o).
- Index (n) : correspond au mois contractuel de début d'exécution des prestations, publié ou à publier, moins 3 mois.
- Index (o) : correspond au mois de remise des offres : Août 2025.
- Avec un décalage en lecture de moins 3 mois de l'Index (n).

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : **Le Moniteur**

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant réalisé des prestations.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier règlement partiel définitif suivant la parution de l'index correspondant.

## 5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### **Pour la partie forfaitaire :**

L'avance sera versée en une seule fois sous réserve que le montant global des phases (total des phases 1 et 2) soit supérieur à 50 000 € HT et que leurs durées cumulées d'exécution soit supérieure à 2 mois.

**Pour la partie à prix unitaire :**

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

**5.1 Modalités de règlement de l'avance**

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

**5.2 Modalités de résorption de l'avance**

Conformément aux dispositions de l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance versée au titulaire interviendra par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 35 % du montant TTC du marché et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant TTC du marché.

L'avance ne doit pas faire l'objet d'une facturation.

**6. Retenue de garantie**

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

**7. Règlement des comptes au titulaire****7.1 Modalités de règlement du prix****7.1.1 Règlement du prix**

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission.

**7.1.2 Demandes de paiement**

- Demande de règlement d'acompte :

Lorsque le titulaire a droit à un règlement d'acompte conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements d'acomptes établies, conformément à l'article 11.2 du CCAG PI ainsi qu'aux dispositions ci-dessus, par le titulaire.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées le cas échéant ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint : pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance : la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de

prix établies hors TVA et TTC ;

- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- La retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- Les éventuelles pénalités pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter, le cas échéant, le numéro du/des bon(s) de commande et du/des bon(s) de livraison.

- Solde du contrat :

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG PI, par le titulaire.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte pour solde qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 7.1.3 Echéancier de paiement

Règlement après service fait à l'échéance de chaque mission et prestations à prix unitaires, à la fourniture des livrables prévus au CCTP selon l'échéancier ci-après :

Libellé	Versement
Phase 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>au plus tard à m+3</b> suivant la date de la réunion de démarrage, <b>25 %</b> du montant de la phase 1 après validation par l'agence de la version 1 intermédiaire (non complète) des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale demandée pour cette phase (missions 1, 2, 4 et 5)</li> <li>- <b>à m+6</b> suivant la date de la réunion de démarrage, <b>25% du montant de la phase 1</b> après validation par l'agence de la version 2 complète des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale demandée pour cette phase (missions 1, 2, 4 et 5)</li> <li>- <b>à m+9</b> suivant la date de la réunion de démarrage, <b>25% du montant de la phase 1</b> après validation par l'agence de la version 3 complète des quatre rapports initiaux d'évaluation environnementale demandée pour cette phase (missions 1, 2, 4 et 5)</li> <li>- <b>à m+12</b> suivant la date de la réunion de démarrage, <b>solde du montant de la phase 1</b> après validation par</li> </ul>

	l'agence de l'ensemble des livrables demandés pour cette phase (missions 1 à 6)
Phase 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>au plus tard à m+3</b> suivant la date de notification d'un <b>ordre de service de démarrage de la phase 2 : 33 % du montant de la phase 2</b> après validation par l'agence de la version 4 des quatre rapports finaux d'évaluation environnementale demandée pour cette phase (missions 7, 8, 10 et 11)</li> <li>- <b>à m+6</b> suivant la date de notification d'un <b>ordre de service de démarrage de la phase 2 : 33% du montant de la phase 2</b> après validation par l'agence de la version 5 des quatre rapports finaux d'évaluation environnementale demandée pour cette phase (missions 7, 8, 10 et 11)</li> <li>- <b>à m+9</b> suivant la date de notification d'un <b>ordre de service de démarrage de la phase 2 : solde du montant de la phase 2</b> après validation par l'agence de l'ensemble des livrables demandés pour cette phase (missions 7 à 12)</li> </ul>

Les prestations à prix unitaires sont réglées après service fait, soit après réalisation complète de la prestation y compris validation par l'agence de l'eau des livrables correspondants.

#### 7.1.4 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant :

- 186 901 559 00069
- Le code engagement nécessaire est le numéro de marché indiqué sur la première page de l'acte d'engagement : 2025-27
- Le code service est le suivant : 31-DCP.

## 7.2 Règlements en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

### **7.3 Délais de paiement**

Les délais dont dispose l'acheteur, ou son représentant, pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

### **7.4 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **8. Développement durable – Dimension environnementale**

### **8.1 Conditions d'exécution environnementales**

Les conditions d'exécution à caractère environnemental sont décrites au CCTP.

Voir paragraphe " Démarche environnementale " du CCTP.

## **9. Pénalités**

### **9.1 Pénalités pour retard**

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par l'accord-cadre doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

En cas de retard dans la remise des documents à produire (transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur), tels que définis au CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € sera appliquée par jour ouvré de retard et par document.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

## **9.2 Pénalité en cas de non-respect des conditions d'exécution de la démarche environnementale**

En cas de non-respect des dispositions fixées à l'article 5 du CCTP, le titulaire encourt, après mise en demeure faite par l'agence, une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté ne respectant pas les exigences formulées à l'article *Démarche environnementale* du CCTP.

## **9.3 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG PI, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.2 du CCAG PI.

# **10. Dossiers à fournir par le titulaire**

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire devra transmettre tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, par voie électronique, à l'adresse suivante :

Sur le site [http:// https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=agent.AgentHome](http://https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=agent.AgentHome)

À l'adresse e-mail

Pour la transmission des documents, tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

Le titulaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre à l'acheteur, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5 jours ouvrés. En cas de retard dans la transmission de ce support, l'acheteur se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au prestataire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

# **11. Arrêt de l'exécution de la prestation**

Dans la mesure où des parties techniques sont prévues dans l'acte d'engagement et ce conformément à l'article 22 du CCAG PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques sans indemnité.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation de l'accord-cadre. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

# **12. Admission – Achèvement de la mission**

## 12.1 Admission des documents

L'acheteur procédera à l'admission des documents produits par le titulaire conformément aux dispositions du CCAG PI ainsi que de l'article *Délais d'établissement des prestations* de l'acte d'engagement dans les délais définis ci-dessous :

Le délai d'admission des études est fixé par l'acheteur dans chaque bon de commande.

## 12.2 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

# 13. **Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG PI seront applicables.

## 14. **Assurances**

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

# 15. **Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats**

## 15.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG PI seront applicables à l'accord-cadre.

## 15.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 35 du CCAG PI :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété

intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

## 16. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI sont applicables de l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-après.

### 16.1 Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 39 du CCAG PI.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### 16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## 17. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG PI.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

## 18. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».*



## 19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG PI par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10 du CCAG PI par l'article *Variations des prix*
- À l'article 14.1.1 du CCAG PI par l'article *Pénalités pour retard*
- À l'article 14.1.3 du CCAG PI par l'article *Pénalités pour retard*
- À l'article 22 du CCAG PI par l'article *Arrêt de l'exécution de la prestation*

